Discours de Winston Churchill au congrès européen de La Haye (7 mai 1948)

Légende: Le 7 mai 1948, lors de la séance d'ouverture du congrès européen de La Haye, Winston Churchill, ancien Premier ministre britannique, cofondateur un an plus tôt du United Europe Movement et président d'honneur du congrès, prononce à la tribune installée dans la Ridderzaal du Binnenhof un discours dans lequel il met notamment en garde contre la menace que constitue l'Union soviétique pour l'avenir de l'unification européenne.

Source: Archives privées Guy de Rouville, Vabre (Tarn).

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_de_winston_churchill_au_congres_europeen_de_la_haye_7_mai_1948-fr-58118da1-af22-48c0-bc88-93cda974f42c.html

Date de dernière mise à jour: 02/12/2013

Discours de Winston Churchill au congrès de La Haye (7 mai 1948)

Permettez-moi d'abord de souhaiter une chaleureuse bienvenue à tous ceux qui sont réunis ici et d'exprimer le vœu que leurs travaux et leurs débats produisent des résultats féconds. Depuis que j'ai abordé ce sujet à Zurich en 1946 et depuis que le mouvement britannique de l'Europe unie a été lancé en janvier 1947, notre cause a été portée par les événements bien au delà de nos espérances. De toute évidence cette cause est d'importance primordiale. Sans quoi elle serait vouée à la stérilité. Si elle était stérile elle se flétrirait dans la poussière des chemins, mais si elle répond aux besoins primordiaux de l'Europe en ces heures sombres, elle sera comme l'étincelle qui allumera une flamme dont l'éclat et l'ardeur iront croissant dans le cœur et dans l'esprit des hommes et des femmes de maint pays.

C'est bien ce qui est arrivé : des gouvernements puissants ont mis en commun leur puissance d'action. La grande République des États-Unis a accueilli le plan Marshall. Seize États européens se sont groupés pour des fins économiques ; cinq d'entre eux ont conclu un accord économique et militaire.

Nous espérons qu'à ce noyau viendront bientôt se joindre les peuples scandinaves et ceux de la péninsule ibérique ainsi que l'Italie qui devrait maintenant reprendre sa place au sein des nations. Tous ceux qui ont travaillé et fait de leur mieux et surtout les ministres aux postes de commande comme M. Bevin, M. Bidault, M. Spaak, et le Général Marshall, ont le droit de se féliciter des progrès accomplis et d'être fiers de l'effort qu'ils ont déployé.

Ce mouvement est un mouvement des peuples et non un mouvement de partis politiques. Il n'est point place ici aux jalousies de personnes, aux rivalités de partis. Si rivalité il y a, que ce soit une rivalité d'ardeur au service de la cause commune.

Personne ne prétendra fonder une Europe unie sur une base pure politique ou sectaire ; aucune nation ne saurait davantage prétendre à exercer une prédominance écrasante. Chacun pour tous : telle est la consigne.

L'Europe ne pourra s'unir que par le désir sincère des peuples et par la volonté agissante de la grande majorité des hommes de tous les partis appartenant à tous les peuples épris de liberté, où qu'ils aient leur demeure et de quelque façon qu'ils votent. Ne nous querellons pas quant à l'origine de cette conception d'une Europe unie. Tant d'idées modernes sont à la fois ingénieuses et pratiques, mais nous ne pouvons que nous incliner devant l'œuvre d'Henri IV, Roi de France et de Navarre qui, avec l'aide de son grandministre Sully travailla, entre les années 1600 et 1607, à ériger un Comité Permanent représentant les 15 premiers États chrétiens de l'Europe. Maintenant nous sommes seize. Cet organisme devait jouer le rôle d'arbitre dont toutes les questions touchant aux conflits religieux, aux frontières, nationales, et aux troubles intérieurs, et participer à toute action en commun un danger venant de l'Est, danger qui, à cette époque, signifiait le danger turc. C'était là le « Grand Dessin ». Nous en sommes les servants.

Ce Congrès a réuni les personnalités dirigeantes dans le domaine de la pensée et dans celui de l'action ; représentant tous les pays libres de l'Europe. Nous voyons réunis ici des hommes d'État de tous les partis politiques, des dirigeants de toutes les croyances religieuses, des écrivains en renom, des représentants éminents des professions libérales, des chefs-industrie, des syndicalistes distingués. Bref, un cénacle de tout ce qui est essentiel à la vie politique industrielle, culturelle et spirituelle de l'Europe se trouve réuni dans cette salle historique. Et bien que chacun ait été invité à titre individuel, le Congrès pourra dans toute conclusion qu'il atteindra se réclamer à juste titre d'être le porte-parole de l'Europe. Il n'est que temps en effet que cette voix s'élève, au milieu du chaos et de l'effondrement résultant des torts et des haines du passé, et parmi les dangers qui menacent l'heure présente et assombrissent l'avenir. Nous n'échapperons aux périls qui s'annoncent qu'en oubliant les haines du passé, en laissant s'apaiser les rancœurs nationales et l'esprit, de revanche, en faisant disparaître progressivement les frontières nationales et les barrières qui aggravent et cristallisent nos divisions, et en nous réjouissant ensemble du trésor glorieux de littérature, de romantisme, de morale, de pensée et de tolérance nous appartenant, à tous, qui., constitue l'héritage véritable de l'Europe, l'expression de son génie et de son honneur, trésor que nous avons failli jeter au loin, par nos discordes, notre folie, nos guerres effroyables et les cruautés effroyables qui naissent de la guerre et de la tyrannie. Il sied que ce premier Congrès de l'Europe se réunisse en Hollande car ce pays, avec ses voisins du groupe

Benelux prêche déjà par l'exemple; nous tenons à lui notre reconnaissance pour son hospitalité et son appui. Benelux est en effet pour nous un modèle et un pionnier à la fois pour ouvrir le chemin.

Le mouvement pour l'unité européenne, ainsi que le constate notre projet de rapport, doit être un élan positif, puisant sa force de notre sentiment commun des valeurs spirituelles. C'est l'expression dynamique d'une foi démocratique basée sur des conceptions morales et inspirée par le sentiment d'une mission. Au centre de notre mouvement est une charte des Droits de l'Homme, sauvegardés par la liberté et soutenus par la loi. Il est impossible de séparer les problèmes d'économie et de défense des problèmes de structure politique générale. L'aide mutuelle dans le domaine économique et une organisation commune de défense militaire, doivent inévitablement être accompagnés pas à pas d'un programme parallèle d'union politique plus étroite. D'aucuns prétendent qu'il en résultera un sacrifice de la souveraineté nationale. Je préfère, pour ma part, voir l'acceptation progressive par toutes les nations en cause de cette souveraineté plus large qui seule pourra protéger leurs diverses coutumes distinctives, leurs caractéristiques et leurs traditions nationales qui, toutes, disparaîtraient sous un système totalitaire, fut-il nazi, fasciste ou communiste.

Les nations victorieuses ont une mission à remplir dont elles peuvent être fières, celle de prendre les Allemands par la main et de les ramener au sein de la famille européenne, et je me réjouis que des Français parmi les plus éminents et les plus puissants se soient prononcés dans ce sens. Pour élever l'Europe, de ses ruines et ranimer la flamme qui éclairera de nouveau le monde, nous avons tout d'abord une victoire à reporter sur nous-mêmes. C'est seulement ainsi que nous pouvons introduire dans notre vie quotidienne cet élément sublime facteur de la transmutation merveilleuse des choses matérielles.

L'Europe a besoin de tous les apports que peuvent lui donner les Français, les Allemands, et chacun de nous. Je souhaite donc la bienvenue ici à la délégation allemande que nous avons conviée parmi nous. Pour nous le problème allemand est de restaurer la vie économique de l'Allemagne et de ranimer l'ancienne renommée de la race allemande, sans pour autant, exposer ses voisins et nous-mêmes à réaffirmation de sa puissance militaire. L'Europe unie constitue la seule solution qui réponde à ce double problème ; et c'est aussi une solution qui peut être adoptée sans retard.

Il est nécessaire que le pouvoir exécutif des seize pays réunis aux fins du plan Marshall, prennent des dispositions précises qui ne peuvent s'appliquer, actuellement qu'à ce qu'il est convenu d'appeler l'Europe occidentale. Nous leur souhaitons de mener à bien cette entreprise et nous leur donnerons notre appui le plus loyal ; mais nos vues ne se bornent pas ici à l'Europe occidentale. Nous ne visons rien moins que toute l'Europe. Des exilés de marque de la Tchécoslovaquie, de presque toutes les nations de l'Europe orientale ainsi que l'Espagne sont ici parmi nous. Nous ne visons rien moins que la participation par la suite, de tous les peuples du continent européen, dont la société et le mode de vie ne sont pas apposés à une Charte des droits de l'Homme et à l'expression sincère de la démocratie parlementaire. Nous accueillerons tout pays où le Gouvernement soit serviteur du peuple et non le peuple serviteur du Gouvernement.

Il ne faut incriminer ni ceux qui sont réunis ici aujourd'hui, ni les gouvernements qui participent au plan Marshall ou à l'Union occidentale, ni surtout les États-Unis, du fait que l'union de l'Europe ne puisse être actuellement achevée, réalisée de façon complète.

Tous les États de l'Est et du Sud-Est de l'Europe sont contraints de se tenir à l'écart et pour la plupart, il ne leur est pas permis de s'exprimer par un moyen électoral démocratique. Notre but ne peut être rien moins que l'union de l'Europe entière et c'est avec confiance que nous voyons pointer le jour où ce but sera atteint.

Je craignais d'abord que les États-Unis d'Amérique ne voient d'un œil hostile la conception des États-Unis d'Europe. Mais je me réjouis que cette grande République, à l'heure où elle dirige le monde, ait pu s'élever au dessus de ces mouvements d'humeur. Nous tous qui sommes assis dans cette salle devons nous réjouir que la nation qui a été appelée au sommet par la masse de ses moyens, par son énergie et par sa puissance, n'ait pas failli à ces qualités de grandeur et de noblesse qui font la réputation d'un pays dans l'histoire. Loin de prendre en mauvaise part la création d'une Europe unie, le peuple américain accueille et soutient avec ardeur la surrection de ce qu'on a appelé l'Ancien Monde, un monde maintenant étroitement associé avec le nouveau.

Rien que nous puissions faire ou projeter ici n'est incompatible avec l'autorité suprême d'une organisation mondiale des Nations unies. Au contraire, j'ai toujours estimé, comme je l'ai déclaré pendant la guerre, qu'un Conseil de l'Europe est un élément subalterne mais nécessaire de l'organisation mondiale. Je pensais à cette époque où je portais de lourdes responsabilités, qu'il faudrait, ériger plusieurs conseils régionaux, empreints de dignité mais subordonnés néanmoins, et que ces conseils devraient constituer les colonnes massives qui supporterait une organisation mondiale calme et majestueuse. C'est là le but vers lequel tendaient mes espoirs et ma pensée.

Pour prendre exemple dans le domaine militaire, domaine qui nous est devenu familier au prix de pénibles expériences, la plan d'un gouvernement mondial aurait peut-être conçu à la façon de trois groupes d'armées, ou davantage — dans ce cas des armées de la paix — sous la direction d'un État-major suprême. C'est ainsi que je voyais la grande Union Soviétique formant un de ces grands groupes. Le Conseil de l'Europe, y compris la Grande-Bretagne, son Empire et son Commonwealth, en aurait formé un autre. En troisième lieu l'hémisphère occidental avec toutes ses grandes sphères d'intérêt et d'influence existait déjà. La Grande-Bretagne et le Commonwealth, étaient liés à cette hémisphère par l'intermédiaire du Canada et par d'autres liens sacrés. A mesure que la victoire dans la guerre devenait certaine, il était possible d'évoquer l'espoir que chacun de ces magnifiques groupes d'États et de Nations, dont évidemment les intérêts chevauchaient parfois, auraient pu régler entre elles un grand nombre de différends et de difficultés actuellement référés à l'organisation mondiale supérieure, et que ces groupes seraient représentés, au sommet, par des personnalités bien moins nombreuses, mais beaucoup plus puissante. Il y avait en outre l'espoir qu'ils ne se retrouveraient pas dans une Tour de Babel surpeuplée, mais, pourrai-je-dire, sur une cime montagneuse, où tout serait fraîcheur, calme et tranquillité, et d'où s'étalerait une vision large du monde, où toutes choses apparaîtraient avec leurs justes proportions.

Comme disait le poète Blake:

« Au-dessus des fontaines troubles du temps,
Sur les grandes montagnes Atlantiques,
Dans ma haute demeure dorée ».

Jusqu'à un certain point, les événements se sont déroulés ainsi mais l'esprit n'y était pas l'hémisphère occidental se présente déjà comme un tout.

Nous sommes réunis ici à la Haye pour faciliter à nos divers gouvernements, la tâche de créer une Europe nouvelle, mais il est une chose qui nous attriste, qui nous dans la perplexité, la confusion et le péril ; l'attitude et la politique descendantes du troisième grand associé, un associé à droits égaux dont le concours actif est indispensable. Si l'organisation mondiale doit fonctionner, sans lequel le sombre nuage de la guerre ne saurait être écarté du cœur et de l'esprit des hommes et des natures. Nous devons faire l'impossible pour susciter et pour unir les grands groupements régionaux qu'il est en notre pouvoir l'influencer, et nous devons nous effacer, en accomplissant notre devoir avec patience et fidélité, de prévoir le jour où il existera un gouvernement mondial effectif, ayant pour base les principaux groupements humains, ainsi pour nous et pour vous, ceux qui partagent notre civilisation et notre désir de la paix, pour tous ceux qui placent leur espoir dans l'instauration d'un gouvernement mondial, il n'y a qu'un seul devoir et un seul mot d'ordre : persévérance.

J'ai le sentiment que, depuis la seconde guerre de Trente Ans que nous venons de traverser, l'humanité a besoin d'une période de repos, et elle la recherche. Enfin de compte, combien peu demandent, ces milliers de foyers européens représentés ici aujourd'hui ? Que demandent, ces milliers de salariés, d'artisans spécialisés, de soldats, de laboureurs de la terre ? Que méritent-ils, qu'auront-ils peut-être à mener à exiger ? N'est ce pas la simple possibilité de fonder un foyer, de recueillir le fruit de leur labeur, d'aimer leur femme, d'élever leurs enfants de façon convenable et de vivre dans la paix et dans la sécurité, sans craintes, sans brimades, sans avoir à plier sous le faix et à subir des charges et une exploitation dénaturée. C'est là ce que nous comptons gagner pour eux.

Le président Roosevelt a parlé des quatre libertés, mais celle qui importe le plus aujourd'hui à l'humanité, c'est la délivrance de la peur. Pourquoi toutes ces familles travailleuses doivent-elles être harcelées, d'abord comme par le passé, par des querelles dynastiques et religieuses, ensuite par les ambitions nationalistes, et enfin par le fanatisme idéologique ? Pourquoi seraient-elles enrégimentées maintenant, lancées les unes contre les autres par des formes de tyrannie totalitaire portant des étiquettes diverses, toutes fermentées par des hommes néfastes, qui érigent leur propre prédominance sur la misère et l'assujettissement de leurs semblables ? Les habitants de tous ces milliers d'humbles foyers d'Europe et j'ajoute une bonne partie de ses intellectuels, et les représentants de sa culture, doivent-ils trembler à chaque coup frappé à la porte, et vivre dans la terreur du policier ?

Telle est la question à laquelle nous devons répondre ici.

Telle est la question à laquelle nous avons peut-être le pouvoir de répondre, ici même.

Après tout, l'Europe n'a qu'à se lever et à se dresser dans toute sa majesté et sa fidélité, et son courage pour affronter toutes les formes de la tyrannie, qu'elles soient anciennes ou modernes, nazies ou communistes, avec ses forces invincibles, forces qui, si elles réussissent à s'imposer à temps ne seront peut-être jamais plus provoquées.

Je suis fier de ce Congrès. Mais n'avons pas le droit de nous reposer sur des platitudes bienveillantes et sur de vagues généralisations. Nous savons et nous devons affirmer ce que nous entendons et ce que nous voulons. Il ne serait pas sage, d'autre part, à cette époque critique, de nous laisser aller à des tentatives compliquées pour l'établissement, projets de constitution rigides. C'est là une étape ultérieure, étape où les Gouvernements au pouvoir doivent prendre la direction des affaires, en réponse à l'impulsion que nous leur aurons donnée, et dans bien des cas, conformément à leurs propres conceptions. Nous sommes ici pour établir les fondements sur lesquels pourront se dresser les hommes d'état des démocraties occidentales, créer une atmosphère favorable aux décisions qu'ils seront amenés à prendre. Ce n'est pas à nous, qui ne détenons pas l'autorité des Gouvernements, de nous confronter, le monde de formules précises ou de dispositions détaillées.

Il existe beaucoup de points de vue divergeants, qui exigent une mise au point. Mais en Grande-Bretagne nous devons travailler, de concert avec nos grands associés du Commonwealth qui, je n'en doute pas, partagent nos aspirations et suivent avec une attention soutenue le sens de notre pensée, bien que de grands océans nous séparent. Mais trop de hâte, tout comme un excès de raffinement ne nous aiderait pas mais contribuerait de remplir notre mission immédiate.

Néanmoins, nous ne devons pas nous séparer sans avoir fait un pas certain en avant.

La tâche qui nous incombe à ce Congrès est non seulement celle de faire entendre la voix de l'Europe comme une voix unique pendant les journées qui suivent ; nous devons décider d'ores et déjà de la constitution d'une Assemblée européenne, qui sera à même de faire entendre cette voix de façon continue, et, nous en sommes persuadés, de se faire écouter de plus en plus dans tous les pays de ce continent.

Une grande responsabilité et une charge solennelle nous incombent cet après-midi, au sein de ce Congrès d'une Europe qui s'efface de renaître. Si nous nous laissons déboucher et désintégrer par les mesquineries et par les querelles, si nous manquons de précision dans nos vues, ou de courage dans l'action, nous laissons passer une occasion inestimable qui ne reviendra pas. Mais si nous travaillons tous ensemble, si nous mettons en commun et notre chance et notre camaraderie, si nous nous attachons inexorablement au grand espoir de l'humanité, alors pouvons-nous aller de l'avant ensemble et entrer dans une époque plus heureuse, plus ensoleillée, une époque où les petits enfants qui grandissent actuellement dans ce monde tourmenté, ne seront peut-être ni des vainqueurs ni des vaincus, au cours du triomphe éphémère d'un pays sur un autre, dans la tourmente sanglante, d'une guerre destructive, mais les héritiers de tous les trésors du passé, et le possesseurs de la science, de l'abondance et de la gloire de l'avenir.